ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 29 juillet 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'annexe 1 à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat", a donné le 7 décembre 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 juli 1987 door de Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel", heeft op 7 december 1987 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

Le texte en projet a un triple objet : il adapte le contenu de l'annexe I à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat à l'évolution des formes de l'enseignement, il améliore la rédaction de l'annexe en ce qui concerne les diplômes pris en considération pour le niveau 1 et il admet au recrutement les élèves issus de l'Ecole royale militaire ainsi que les diplômés de l'Université coloniale, dont le diplôme ne porte pas la mention de "licencié".

L'importance de ces modifications pour les candidats résulte de ce que le Conseil d'Etat, section d'administration, interprète strictement les conditions relatives aux diplômes. Le Conseil d'Etat ne permet pas à l'administration d'assimiler un diplôme à un autre et toute nomination violant la condition relative au diplôme est annulée en cas de recours.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Dans le texte français de l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 ..., notamment l'annexe I, modifiée par les arrêtés royaux des 9 mars 1973, 27 octobre 1978 et 12 août 1981;".

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il faut écrire "bijlage I"au lieu de "bijlage 1".

Afin d'éviter toute équivoque, il y aurait lieu de compléter le préambule par un considérant dans lequel doit être formellement exclue la possibilité pour les diplômés de l'Ecole royale militaire d'exercer la fonction d'ingénieur, réservée aux seuls porteurs de diplômes universitaires, bien qu'ils soient autorisés à en porter le titre.

Un autre considérant doit être introduit dans le préambule, qui s'expliquerait sur l'admission des diplômés de l'Université coloniale au niveau 1.

Conformément à l'usage, l'alinéa 7 doit être rédigé comme suit :

"Vu le protocole du 2 juin 1987 du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;".

.../...

Formule de proposition.

Le proposant doit indiquer la fonction complète du Ministre de la Fonction publique. Il convient donc d'écrire :

"Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique ... (la suite comme au projet),".

Dispositif.

Observation sur la présentation de l'arrêté.

Seules les phrases introductives, la disposition relative au niveau 4 et le dernier alinéa de l'annexe demeurent inchangés. Il serait, dès lors, plus simple, par souci d'une bonne technique législative, de procéder au remplacement de l'annexe.

En conséquence, le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

L'annexe I à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifiée par les arrêtés royaux des 9 mars 1973, 27 octobre 1978 et 12 août 1981, est remplacée par les dispositions suivantes :

"Annexe I à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Les diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission dans les administrations de l'Etat sont, selon les niveaux, les suivants :

.../...

Niveau 1

a. ...".

+

En ce qui concerne le littera b. :

1. La modification prévue sous b. a pour objet d'admettre les diplômes d'un grade non légal de licencié, docteur, pharmacien, ingénieur ou agrégé. Ces diplômes sont visés dans le nouveau texte par les mots "autres diplômes", cette expression étant empruntée à l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel ... des ... établissements de l'enseignement de l'Etat.

Le texte en projet cite, après les universités belges et les établissements y assimilés par la loi, les "établissements habilités par la loi" à conférer les diplômes en question.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cette mention est superflue et doit être omise.

2. La formulation restrictive de l'arrêté royal du 9 mars 1973, qui se réfère aux "établissements assimilés aux universités par la loi pour les grades que la loi les autorise à conférer", doit être abandonnée.

.../...

En effet, prise à la lettre, cette rédaction aurait interdit au Secrétaire permanent au recrutement d'admettre aux concours les porteurs d'un diplôme scientifique délivré par un établissement assimilé aux universités, lorsque ce diplôme ne correspond pas aux grades académiques pour la collation desquels la loi assimile l'établissement aux universités (lois coordonnées sur la collation des grades académiques, article 37), puisque les seuls grades que les établissements assimilés sont "autorisés" à conférer, sont les grades académiques (voyez les termes de l'article 1er, I, b, de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur).

En réalité, on a voulu exprimer l'idée que seraient acceptés les diplômes scientifiques délivrés par les établissements assimilés aux universités, qui sont protégés par la loi du 11 septembre 1933.

Pour tenir compte des observations qui précèdent, le début du littera b serait mieux rédigé comme suit :

"b) les autres diplômes de licencié, docteur, pharmacien, ingénieur ou agrégé, délivrés par les universités belges, y compris les écoles annexées à des universités, ou par les établissements y assimilés par la loi, conformément à la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, si les études ... (la suite comme au projet)".

+

En ce qui concerne le littera c :

Alors que le texte modifié visait les diplômes délivrés conformément à la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, le texte en projet, quant à lui, renvoie à la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

Cette modification n'est pas heureuse. En effet, la loi du 7 juillet 1970 concerne à la fois l'enseignement supérieur de type long et celui de type court, alors que dans le texte en projet seul l'enseignement supérieur de type long est visé.

Il y a donc lieu, sur ce point, de maintenir l'ancienne rédaction du texte.

D'autre part, de l'avis du fonctionnaire délégué, le texte en projet devrait être complété par une référence au type d'établissements qui délivrent ces diplômes, pour marquer la différence avec la classification des institutions dont il est question à l'article 2, c, du projet (mesure transitoire).

Enfin, le renvoi aux lois du 18 février 1977 (I et II) peut être omis sans inconvénient. En effet, les titres d'ingénieur industriel et d'architecte (comme celui de licencié en sciences nautiques créé par la loi du 15 juillet 1985) sont repris dans l'énumération des titres protégés par la loi du 11 septembre 1933.

La rédaction suivante est proposée pour la fin du littera c :

.../...

"c) diplômes de ... d'ingénieur industriel ou d'architecte, délivrés conformément à la même loi, par un établissement d'enseignement supérieur de type long, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'examens institué par le Roi".

En ce qui concerne le littera d. :

Il ressort des arrêts de la section d'administration du Conseil d'Etat (1), ainsi que des réponses à des questions parlementaires (2) que les élèves qui ont suivi avec fruit l'enseignement de la section polytechnique ou de la section "toutes armes" de l'Ecole royale militaire ne sont pas admissibles aux emplois de qualification générale relevant du niveau 1 des administrations de l'Etat, bien qu'ils soient autorisés à porter le titre d'ingénieur civil, et ce, en application de l'article 1er, II, alinéa 1er, de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

L'article 16, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est rédigé comme suit :

.../...

---

(1) Arrêts CARLIER, n° 26.650, du 13 juin 1986, et DENBLYDEN, n° 27.578, du 25 février 1987.

(2) Réponse du Ministre de l'Education nationale à une question du sénateur VANDENDAELE, Bulletins des questions et réponses, Sénat, sess. 1967-1968, p. 286; réponse du Ministre de l'Education nationale à une question du député COPPIETERS, Bulletin des questions et réponses, Chambre, sess. extr. 1968, p. 244; réponse du Ministre de la Fonction publique à une question du député OTTE, Bulletins des questions et réponses, Chambre, sess. 1976-1977, p. 1083.

"Nul ne peut être nommé agent de l'Etat s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

(...)

6° être porteur du diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé au présent arrêté".

L'Ecole royale militaire ne délivre cependant ni diplômes ni certificats. En effet, la loi organique du 18 mars 1838 porte seulement, en son article 20, que "les examens et le classement des élèves seront réglés par le Roi", et l'article 65, § 1er, de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire dispose que "Le commandant de l'école fait connaître au Ministre de la Défense nationale la liste des élèves qui ont réussi aux examens et celle des élèves qui ont échoué".

De plus, le diplôme requis en vertu de l'article 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité doit être délivré par une université ou par un établissement assimilé aux universités par la loi, et l'Ecole royale militaire n'est pas comprise dans l'énumération limitative des établissements assimilés aux universités pour la collation des grades académiques, qui figure à l'article 37, alinéa 2, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

Eu égard à la durée et au niveau des études dispensées à l'Ecole royale militaire, le Gouvernement estime justifié de permettre à ceux qui ont réussi avec fruit ces études d'accéder aux seuls emplois de qualification générale du niveau 1, la fonction d'ingénieur dans une administration de l'Etat étant réservée aux titulaires du diplôme d'ingénieur civil en vertu de l'article 54, alinéa 3, des lois coordonnées sur la collation des grades académiques.

.../...

Ainsi que cela a été rappelé ci-dessus, l'Ecole royale militaire ne délivrant ni diplôme, ni certificat de fin d'études ou de brevet, l'article 1er, d, du projet ne traduit qu'imparfaitement les intentions de leurs auteurs.

Avant de modifier l'annexe, il y a lieu d'adapter l'arrêté royal du 14 novembre 1968 précité, afin d'habiliter l'autorité que le Roi désignera à délivrer les certificats ou autres documents attestant la réussite aux examens organisés à l'Ecole royale militaire. Il faudra ensuite modifier l'article 16, alinéa 1er, 6°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 pour que les études complètes faites à l'Ecole royale militaire permettent d'accéder au niveau 1, en se gardant d'utiliser les expressions inadéquates de diplôme ou certificat de fin d'études, ainsi que de brevet. Lorsque ces deux conditions préalables seront remplies, le texte de l'annexe pourra être adapté en conséquence.

Le texte suivant pourrait être adopté :

"d) certificat délivré à ceux qui ont terminé avec fruit les études de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou celui de licencié, avec la qualification déterminée par le Roi, en vertu de la même loi".

Cette dernière hypothèse doit faire l'objet d'un considérant à insérer dans le préambule de l'arrêté en projet.

Les mêmes observations valent pour les élèves de l'Ecole royale militaire ayant suivi avec fruit les deux premières années d'études. Un texte sera proposé ci-dessous.

.../...

NIVEAU 1 (mesures transitoires).

En ce qui concerne le littera c. :

Pour éviter une méprise sur l'intitulé de la loi du 11 septembre 1933, il convient d'écrire dans le texte français : "... la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, par des établissements ...".

+

NIVEAU 2.

En ce qui concerne le littera c. :

Mieux vaut écrire :

"c) diplôme délivré à la suite de l'examen prévu à l'article 5 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949;".

En ce qui concerne le littera i. :

Le Conseil d'Etat se réfère à l'observation qui a été faite lors de l'examen du "Niveau 1", sous le littera d, concernant le certificat délivré par l'Ecole royale militaire.

.../...

Par conséquent, le littera i serait mieux rédigé comme suit :

"i) diplôme ou certificat de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études, conformément à la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, soit par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, les établissements y assimilés par la loi ou les établissements d'enseignement supérieur de type long, créés, subventionnés ou reconnus par l'Etat, soit par un jury d'examens constitué par le Gouvernement".

En outre, moyennant l'adoption des modifications suggérées sous le littera d du niveau 1, le texte suivant pourrait être adopté :

"...) certificat attestant la réussite des deux premières années d'études de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire".

Ce texte devra faire l'objet d'un littera distinct, à insérer soit immédiatement après le littera i, soit après le littera l.

NIVEAU 2 (mesures transitoires).

Le littera a. serait plus clairement rédigé comme suit :

"a) diplôme délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par l'Université coloniale de Belgique à Anvers ou diplôme de candidature délivré par l'Institut universitaire des territoires d'Outre-mer à Anvers;".

.../...

Au littera b., à la troisième ligne avant la fin, il y a lieu de remplacer le tiret par une virgule.

Au littera i., le texte n'est compréhensible qu'en mentionnant expressément que les dispositions visées sont celles qui existaient avant le 8 juin 1964, date de la loi modifiant les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Il est dès lors proposé d'écrire :

"i) certificat délivré à la suite d'une des épreuves préparatoires prévues aux articles 10, 10bis et 12 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles que ces dispositions existaient avant le 8 juin 1964;".

En ce qui concerne le littera l. :

Dans la note explicative jointe à l'arrêté en projet, le Secrétaire permanent au recrutement se demande si cette mesure mérite d'être maintenue, eu égard au petit nombre de personnes qui ont pu s'en prévaloir. Cette circonstance ne suffit pas à justifier la suppression de ce régime exceptionnel, qui permet de prendre en considération des certificats de fin d'études non homologués.

.../...

En ce qui concerne le littera o. :

L'intitulé de l'arrêté royal du 25 juin 1976 n'apparaissant pas dans le texte, il convient de rédiger celui-ci comme suit :

"o) ... de l'arrêté royal du 10 février 1971 fixant l'équivalence du niveau des études des établissements d'enseignement artistique à celui de l'école technique secondaire supérieure et déterminant les conditions dans lesquelles les diplômes sont délivrés et de l'arrêté royal du 25 juin 1976 réglant les études de certaines sections secondaires supérieures des établissements d'enseignement artistique de plein exercice;".

NIVEAU 4.

Puisque, selon l'observation faite ci-dessus, l'annexe faisant l'objet de l'arrêté en projet remplace l'annexe antérieurement en vigueur, il y a lieu d'ajouter, à la fin du texte en projet, le texte suivant :

"Niveau 4.

Aucune condition de diplôme ou de certificat d'études n'est requise".

+

.../...

La disposition finale de l'annexe, relative à l'admissibilité des diplômes étrangers reconnus équivalents, serait mieux rédigée comme suit :

"Sont admis également les diplômes et certificats d'études obtenus selon un régime étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la procédure d'octroi de l'équivalence prévue par la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes ou certificats d'études visés dans la présente liste".

+

Article 7 (devenant l'article 2).

S'il paraît opportun aux auteurs du projet de déroger au délai normal d'entrée en vigueur des lois et arrêtés, il convient d'écrire :

"... celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge".

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

De ontworpen tekst heeft een drievoudige strekking : hij past de inhoud van de bijlage I bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel aan aan de evolutie van de onderwijsvormen, hij verbetert de redactie van de bijlage wat betreft de diploma's die in aanmerking genomen worden voor niveau 1 en hij maakt de werving mogelijk van de afgestudeerden van de Koninklijke Militaire School, alsook van de gediplomeerden van de Koloniale Hogeschool, op wier diploma niet de vermelding "licentiaat" voorkomt.

Het belang van die wijzigingen voor de gegadigden volgt uit het feit dat de Raad van State, afdeling administratie, de voorwaarden inzake diploma's strikt interpreteert. De Raad van State veroorlooft het bestuur niet

een diploma gelijk te stellen met een ander, en elke benoeming die de voorwaarde inzake het diploma schendt wordt in geval van beroep vernietigd.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 ..., notamment l'annexe I, modifiée par les arrêtés royaux des 9 mars 1973, 27 octobre 1978 et 12 août 1981;".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijve men "bijlage I" in plaats van "bijlage 1".

Om alle dubbelzinnigheid te vermijden, zou de aanhef moeten worden aangevuld met een considerans waarin voor de gediplomeerdén van de Koninklijke Militaire School uitdrukkelijk de mogelijkheid moet worden uitgesloten om het uitsluitend voor de houders van universitaire diploma's gereserveerde ambt van ingenieur uit te oefenen, ook al zijn zij gemachtigd om de titel van ingenieur te voeren.

.../...

In de aanhef moet nog een andere considerans worden opgenomen, waarin de toelating van de gediplomeerden van de Koloniale Hogeschool tot niveau 1 wordt verantwoord.

Het zevende lid moet op de gebruikelijke wijze worden geredigeerd als volgt :

"Gelet op het protocol van 2 juni 1987 van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;".

Voordrachtformulier.

Het voordrachtformulier moet de volledige functie van de Minister van Openbaar Ambt vermelden. Men schrijve bijgevolg :

"Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt ... (voorts zoals in het ontwerp),".

Bepalend gedeelte.

Opmerking over de inrichting van het besluit.

Alleen de inleidende volzinnen, de bepaling betreffende niveau 4 en het laatste lid van de bijlage blijven ongewijzigd. Uit een oogpunt van wetgevingstechniek zou het derhalve eenvoudiger zijn de bijlage te vervangen.

.../...

Bijgevolg wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

De bijlage I bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 maart 1973, 27 oktober 1978 en 12 augustus 1981, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Bijlage I bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

De volgende diploma's of getuigschriften komen in aanmerking voor de toelating tot de rijksbesturen naar gelang van de niveaus :

Niveau 1

a. ...".

+

Wat letter b. betreft :

1. De wijziging waarin de tekst onder b. voorziet, strekt ertoe de diploma's van een niet wettelijke graad van licentiaat, doctor, apotheker, ingenieur of geaggregeerde in aanmerking te nemen. Die diploma's worden

in de nieuwe tekst aangeduid met de woorden "andere diploma's", welke uitdrukking ontleend is aan het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het ... personeel der rijksinrichtingen ... .

De ontworpen tekst vermeldt na de Belgische universiteiten en de bij de wet daarmede gelijkgestelde inrichtingen, de "inrichtingen die bij de wet gemachtigd zijn" de bedoelde diploma's "toe te kennen".

Deze vermelding is overtollig en moet worden weggelaten : de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

2. Er moet worden afgestapt van de beperkende formulering van het koninklijk besluit van 9 maart 1973, waarin sprake is van "bij de wet met universiteiten gelijkgestelde scholen voor de graden die zij krachtens de wet verlenen".

Naar de letter beschouwd zou die formulering de Vaste Wervingssecretaris verbod hebben opgelegd om de houders van een wetenschappelijk diploma uitgereikt door een met universiteiten gelijkgestelde instelling tot de vergelijkende examens toe te laten wanneer dat diploma niet overeenstemt met de academische graden voor de uitreiking waarvan de wet de instelling met de universiteiten gelijkstelt (gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden, artikel 37), aangezien de enige graden

.../...

die de gelijkgestelde instellingen "gemachtigd" zijn toe te kennen, de academische graden zijn (zie de bewoordingen van artikel 1, I, b, van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs.

In werkelijkheid heeft men hiermee de idee willen verwoorden dat mede worden aangenomen de wetenschappelijke diploma's die uitgereikt worden door de met universiteiten gelijkgestelde instellingen, en die beschermd zijn bij de wet van 11 september 1933.

Gelet op de voorgaande opmerkingen zou het beter zijn het begin van de tekst onder b als volgt te redigeren :

"b) de andere diploma's van licentiaat, doctor, apotheker, ingenieur of geaggregeerde, uitgereikt door de Belgische universiteiten, met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, of door de bij de wet daarmee gelijkgestelde instellingen, overeenkomstig de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, indien de studie ten minste vier jaar heeft omvat, zelfs als een gedeelte van die studie niet in een van de voormelde onderwijsinstellingen is volbracht".

+

.../...

Wat letter c. betreft :

Terwijl de gewijzigde tekst doelde op de diploma's die overeenkomstig de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs worden uitgereikt, verwijst de ontworpen tekst van zijn kant naar de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs.

Die wijziging is niet geslaagd te noemen. De wet van 7 juli 1970 heeft namelijk zowel betrekking op het hoger onderwijs van het lange type als op dat van het korte type, terwijl de ontworpen tekst alleen het hoger onderwijs van het lange type op het oog heeft.

Op dit punt moet de vroegere redactie van de tekst dus worden behouden.

Van de andere kant zou de ontworpen tekst volgens de gemachtigde ambtenaar moeten worden aangevuld met een verwijzing naar het type instellingen welke die diploma's uitreiken, om het verschil met de indeling van de instellingen waarvan sprake is in artikel 2, c, van het ontwerp (overgangsmaatregel) te doen uitkomen.

Ten slotte zou de verwijzing naar de wetten van 18 februari 1977 (I en II) zonder bezwaar kunnen vervallen. De titels van industrieel ingenieur en van architect (zoals ook die van licentiaat in de nautische wetenschappen welke bij de wet van 15 juli 1985 is ingesteld) zijn immers opgenomen in de opsomming van de bij de wet van 11 september 1933 beschermde titels.

Voorgesteld wordt het slot van de tekst onder c als volgt te redigeren :

"c) diploma's van ... van industrieel ingenieur of van architect, uitgereikt overeenkomstig dezelfde wet door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende instelling voor hoger onderwijs van het lange type of door een door de Koning ingestelde examencommissie".

Wat letter d. betreft :

Uit de arresten van de afdeling administratie van de Raad van State (1) alsook uit antwoorden op parlementaire vragen (2) blijkt dat de leerlingen die met goed gevolg de opleiding aan de polytechnische afdeling of aan de afdeling "alle wapens" van de Koninklijke Militaire School hebben gevolgd, niet in aanmerking komen voor algemene betrekkingen van niveau 1 in de Rijksbesturen, ofschoon zij op grond van artikel 1, II, eerste lid, van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs gemachtigd zijn om de titel van burgerlijk ingenieur te voeren.

.../...

---

(1) Arresten CARLIER, nr. 26.650, van 13 juni 1986 en DENBLYDEN, nr. 27.578, van 25 februari 1987.

(2) Antwoord van de Minister van Nationale Opvoeding op een vraag van senator VANDENDAELE, Bulletin van Vragen en Antwoorden, Senaat, zitt. 1967-1968, blz. 286; antwoord van de Minister van Nationale Opvoeding op een vraag van volksvertegenwoordiger COPPIETERS, Bulletin van Vragen en Antwoorden, Kamer, B.Z. 1968, blz. 244; antwoord van de Minister van Openbaar Ambt op een vraag van volksvertegenwoordiger OTTE, Bulletin van Vragen en Antwoorden, Kamer, zitt. 1976-1977, blz. 1083.

Artikel 16, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel luidt aldus :

> "Niemand kan tot Rijksambtenaar worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hierna volgende algemene toelaatbaarheidvereisten :
>
> (...)
>
> 6° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de bij dit besluit gevoegde tabel".

De Koninklijke Militaire School reikt echter geen diploma's of getuigschriften uit. De organieke wet van 18 maart 1838 gaat in artikel 20 namelijk niet verder dan te bepalen dat "de examens en de rangschikking van de leerlingen door de Koning zullen worden vastgesteld" en artikel 65, § 1, van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School bepaalt : "De commandant van de school bezorgt aan de Minister van Landsverdediging de lijst van de voor de examens geslaagde leerlingen en de lijst van de niet geslaagde leerlingen".

Bovendien moet het diploma dat vereist is krachtens artikel 16 van het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937, worden uitgereikt door een universiteit of door een bij de wet met de universiteiten gelijkgestelde instelling, en de Koninklijke Militaire School is niet begrepen in de limitatieve opsomming van de instellingen die met het oog op het toekennen van de academische graden met de universiteiten worden gelijkgesteld, welke opsomming voorkomt in artikel 37, tweede lid, van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Gelet op de duur en op het niveau van de studie aan de Koninklijke Militaire School, acht de Regering het gewettigd degenen welke die studie met goed gevolg voleindigd hebben, de kans te bieden om betrekkingen van niveau 1 te bekleden, maar alleen de algemene, aangezien het ambt van ingenieur in een Rijksbestuur krachtens artikel 54, derde lid, van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden uitsluitend voor de houders van het diploma van burgerlijk ingenieur is weggelegd.

Aangezien de Koninklijke Militaire School, zoals er hierboven op gewezen is, geen diploma's en ook geen eindgetuigschriften of brevetten uitreikt, is artikel 1, d, van het ontwerp slechts een onvolkomen weergave van wat de stellers bedoelen.

Alvorens de bijlage gewijzigd wordt, zou het voormelde koninklijk besluit van 14 november 1968 moeten worden aangepast om de door de Koning aan te wijzen overheid te machtigen tot het uitreiken van de getuigschriften of andere stukken ten bewijze van het slagen voor de aan de Koninklijke Militaire School georganiseerde examens. Vervolgens zal artikel 16, eerste lid, 6°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 moeten worden gewijzigd, opdat een aan de Koninklijke Militaire School genoten volledige opleiding toegang kan verlenen tot niveau 1, zonder daarbij evenwel te werken met de ondienstige termen einddiploma of -getuigschrift en brevet. Wanneer aan die twee voorafgaande voorwaarden voldaan is, zal de tekst van de bijlage dienovereenkomstig kunnen worden aangepast.

.../...

De volgende tekst zou kunnen worden aangenomen :

"d) het getuigschrift uitgereikt aan degenen die met goed gevolg hun studie aan de polytechnische afdeling of aan de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School hebben voleindigd en die krachtens dezelfde wet gerechtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur of van licentiaat, met de door de Koning bepaalde kwalificatie".

In verband met dit laatste geval dient een considerans te worden ingevoegd in de aanhef van het ontworpen besluit.

Dezelfde opmerkingen gelden voor de leerlingen van de Koninklijke Militaire School die de eerste twee studiejaren met goed gevolg hebben voleindigd. Verderop wordt een tekst voorgesteld.

NIVEAU 1 (overgangsmaatregelen)

Wat letter c. betreft :

Om vergissingen ten aanzien van het opschrift van de wet van 11 september 1933 te vermijden, schrijve men in de Franse tekst : "... la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, par des établissements ...".

+

.../...

NIVEAU 2

Wat letter c. betreft :

Het is beter te schrijven :

"c) diploma uitgereikt na het examen bedoeld in artikel 5 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949;".

Wat letter i. betreft :

De Raad van State verwijst naar de opmerking die naar aanleiding van het onderzoek van "Niveau 1", onder letter d, gemaakt is in verband met het door de Koninklijke Militaire School uitgereikte getuigschrift.

Bijgevolg zou het beter zijn letter i als volgt te redigeren :

"i) kandidaatsdiploma of -getuigschrift uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie, overeenkomstig de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, ofwel door de Belgische universiteiten met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, de bij de wet ermee gelijkgestelde instellingen of de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat, ofwel door een examencommissie samengesteld door de Regering".

.../...

Daarenboven zou, mits de onder letter d van niveau 1 voorgestelde wijzigingen worden aanvaard, de volgende tekst kunnen worden aangenomen :

"...) getuigschrift ten bewijze van het slagen voor de eerste twee studiejaren van de polytechnische afdeling of van de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School blijkt".

Deze tekst zal onder een afzonderlijke letter onmiddellijk na letter i of na letter l moeten worden ingevoegd.

NIVEAU 2 (overgangsmaatregelen)

De tekst onder letter a zou duidelijker zijn indien hij als volgt werd gesteld :

"a) diploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie, door de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen of kandidaatsdiploma uitgereikt door het Universitair Instituut voor Overzeese Gebieden te Antwerpen;".

Onder letter b behoort het streepje op de derde laatste regel vervangen te worden door een komma.

Onder letter i is de tekst slechts te verstaan als uitdrukkelijk wordt vermeld dat de bedoelde bepalingen die zijn welke bestonden vóór 8 juni 1964, dat is de datum van de wet waarbij de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens gewijzigd zijn.

.../...

Bijgevolg wordt voorgesteld te schrijven :

"i) getuigschrift uitgereikt na een van de voorbereidende proeven voorgeschreven in de artikelen 10, 10bis en 12 van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, zoals die bepalingen bestonden vóór 8 juni 1964;".

Wat letter l betreft :

In de bij het ontworpen besluit gevoegde toelichtingsnota vraagt de Vaste Wervingssecretaris zich af of die maatregel moet worden behouden, gezien het geringe aantal personen die er aanspraak op hebben kunnen maken. Die omstandigheid levert geen voldoende grond van verantwoording op voor het weglaten van die uitzonderingsregeling, welke het mogelijk maakt niet gehomologeerde eindgetuigschriften in aanmerking te nemen.

Wat letter o betreft :

Aangezien het opschrift van het koninklijk besluit van 25 juni 1976 niet voorkomt in de tekst, behoort deze als volgt te worden gesteld :

"o) ... bij het koninklijk besluit van 10 februari 1971 tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van het studiepeil van de inrichtingen voor kunstonderwijs met dat van de hogere secundaire technische school en waarbij de voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's bepaald worden en het koninklijk besluit van 25 juni 1976 tot regeling van de studiën van sommige hogere secundaire afdelingen van de inrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan;".

NIVEAU 4

Aangezien de bijlage waarop het ontworpen besluit betrekking heeft, zoals hierboven is opgemerkt, in de plaats komt van de vroeger geldende bijlage, dient aan het slot van de ontworpen tekst de volgende tekst te worden toegevoegd :

"Niveau 4

Er is geen enkele vereiste inzake diploma of studiegetuigschrift".

+

Het zou beter zijn de slotbepaling van de bijlage, betreffende de toelaatbaarheid van de als gelijkwaardig erkende buitenlandse diploma's als volgt te stellen :

"Aangenomen worden eveneens de in overeenstemming met een buitenlandse regeling behaalde diploma's en studiegetuigschriften die, krachtens verdragen of internationale overeenkomsten of met toepassing van de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid, voorgeschreven bij de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gelijkwaardig worden verklaard met een van de in deze lijst bedoelde diploma's of studiegetuigschriften".

+

Artikel 7 (dat artikel 2 wordt)

Indien de stellers van het ontwerp het geraden achten om af te wijken van de normale termijn van inwerkingtreding van de wetten en besluiten, behoort te worden geschreven :

"Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-Cl. GEUS, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

J.-J. STRYCKMANS.